

ASSEMBLÉE NATIONALE
19 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° I-3407

présenté par

M. Dufau, Mme Jourdan, Mme Allemand, Mme Pantel, M. Baptiste, M. Benbrahim, M. Baumel, M. Philippe Brun, M. Aviragnet, M. Barusseau, Mme Battistel, Mme Bellay, M. Bouloux, M. Califer, Mme Capdevielle, M. Christophle, M. Courbon, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, Mme Diop, Mme Dombre Coste, M. Echaniz, M. Eskenazi, M. Faure, M. Fégné, M. Garot, Mme Godard, M. Gokel, Mme Got, M. Emmanuel Grégoire, M. Guedj, M. Hablot, Mme Hadizadeh, Mme Herouin-Léautey, Mme Céline Hervieu, M. Hollande, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Lhardit, Mme Mercier, M. Naillet, M. Oberti, M. Pena, Mme Pic, Mme Pirès Beaune, M. Potier, M. Pribetich, M. Proença, Mme Rossi, Mme Rouaux, M. Aurélien Rousseau, M. Roussel, Mme Runel, Mme Récalde, M. Saint-Pasteur, Mme Santiago, M. Saulignac, M. Simion, M. Sother, Mme Thiébault-Martinez, Mme Thomin, M. Vallaud, M. Vicot, M. William et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

La seconde colonne du tableau du deuxième alinéa du III de l'article 1609 *nonies* G du code général des impôts est ainsi modifié :

- 1° À la deuxième ligne, le taux : 2 % » est remplacé par le taux : 3 % » ;
- 2° À la troisième ligne, il est procédé à la même substitution ;
- 3° À la quatrième ligne, le taux : 3 % » est remplacé par le taux : 5 % » ;
- 4° À la cinquième ligne, il est procédé à la même substitution ;
- 5° À la sixième ligne, le taux : 4 % » est remplacé par le taux : 7 % » ;
- 6° À la septième ligne, il est procédé à la même substitution ;
- 7° À la huitième ligne, le taux : 5 % » est remplacé par le taux : 10 % » ;

8° À la neuvième ligne, il est procédé à la même substitution ;

8° À la dixième ligne, le taux : « 6 % » est remplacé par le taux : « 13 % » ;

9° À la onzième ligne, il est procédé à la même substitution.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement des députés Socialistes et apparentés propose de majorer le taux de la taxe sur les plus-values immobilières élevées.

Cette mesure vise notamment à dissuader les opérations spéculatives d'achat et de revente de biens immobiliers dans le but de dégager une plus-value, particulièrement délétères dans des secteurs en tension. La taxe ne s'applique pas aux résidences principales et préserve donc leurs propriétaires, tout en augmentant les ressources disponibles pour l'État, notamment pour sa politique de logement.